

Procès-Verbal de la séance du Conseil Communal du 30 avril 2009

1^{er} OBJET COMPLEMENTAIRE

Points introduits par Monsieur Luc Toussaint, Conseiller communal « A+A » :

1. SECURITE DES COMMERCANTS AUDERGHEMOIS

Suite à plusieurs agressions sur des commerçants de la Place Pinoy, pouvez-vous nous dire quelles sont les mesures que vous comptez prendre pour dissuader les malfaiteurs et sécuriser les commerçants qui exercent leur profession sur le territoire communal ?

Monsieur le Président informe l'interpellant qu'une réunion consultative avec le Comité « Pinoy » s'est tenu en date du 24 mars 2009 avec:

- Le Comité des commerçants de la Place Pinoy;
- Monsieur le Bourgmestre;
- La commissaire de police zonale;
- L'inspectrice de quartier;
- La Maison de la Prévention, représentée par le fonctionnaire de Prévention et la coordinatrice des Gardiens de la Paix.

Le thème abordé est :

« Quelles pistes concrètes pour mieux sécuriser le quartier Pinoy ? »

Les faits évoqués sont :

Pour l'année 2008-2009, Madame le Commissaire nous donne les chiffres correspondant aux plaintes enregistrées pour des faits « à caractère public » : Le relevé pertinent mentionne 27 faits sur 12 mois. Pour 2009, il y a 5 procès-verbaux pour le trimestre.

Ce constat n'est pas « alarmant » quant aux statistiques des autres quartiers. Le quartier Pinoy n'est PAS un quartier « chaud » en matière de vols, d'agressions,...

Cependant, un fait de ce genre est toujours un fait de trop et laisse des traces psychologiques pour les victimes.

Depuis 15 jours, une nouvelle inspectrice de quartier passe quotidiennement et vient entendre les doléances, les faits rapportés et le sentiment de sécurité y est relatif... Il semble qu'il ne faille pas monter en épingle les délits qui se passent sous peine de nourrir un sentiment d'insécurité qui ne correspondrait pas à la réalité. Plusieurs commerçants semblent en accord avec cette analyse : la Place Pinoy est un lieu convivial où il fait aussi bon vivre.

Les Gardiens de la Paix assurent tous les matins l'entrée à l'école.

Ils y font aussi plusieurs passages hebdomadaires.

Le Comité Pinoy propose différentes pistes pour sécuriser encore mieux leur quartier :

- Idée de caméras fictives, sur la place.
- Idée d'un autocollant, « officiel » apposé sur la porte d'entrée, du type « La Police veille ».

Un commerce bien spécifique est évoqué :

La pharmacie qui n'est plus sur place....

Il est suggéré de rendre l'intérieur de la pharmacie plus visible de l'extérieur... (abaissement

des haies, prévision d'une zone de recul...)

(L'intéressé n'étant pas présent, il est difficile de poursuivre sur le sujet ?)

Au terme des échanges, cinq pistes de travail sont retenues :

1. La Maison de la Prévention va faire un autocollant officiel du type « La Police veille » ;
2. Par ce procès-verbal, la Maison de la Prévention transmet les coordonnées de Monsieur le conseiller en techno-prévention.
3. Etude de l'ouverture d'une clause pour des subsides qui seraient accordés aux commerçants pour l'installation de technique de sécurisation de leur commerce. (référence avec le modèle Molenbeekois)
4. Maintenir le contrôle police de l'Inspecteur de quartier et collaboration avec le service des Gardiens de la Paix. Maintient du Relais avec la Maison de la Prévention.
5. Proposition à la S.T.I.B. d'un partenariat financier avec la Commune d'Auderghem pour l'installation de caméras filmant à l'extérieur, les environs des entrées des stations Métro.

En conclusion, la réunion a porté ses fruits et nous allons étendre à d'autres commerçants la procédure évoquée.

Monsieur Luc TOUSSAINT, conseiller communal, estime qu'il y aurait lieu de faire des gestes plus concrets.

Monsieur Didier GOSUIN, Bourgmestre, estime que mettre des caméras de surveillance à l'heure actuelle ne se justifie pas.

Monsieur Luc TOUSSAINT, conseiller communal, estime que les pôles importants, sont les écoles et les commerces.

Monsieur Didier GOSUIN, Bourgmestre, termine en disant que la situation actuelle n'est pas alarmante.

2. DESAMIANTAGE DE LA MAISON COMMUNALE

Pouvez-vous nous assurer que la maison communale possède bien le certificat de conformité au niveau de l'absence d'amiante dans le bâtiment?

Si tel n'est pas le cas, comment comptez-vous procéder pour vous mettre en ordre?

Il en va de la santé des Auderghemois!

Monsieur Bruno COLLARD, Echevin, répond qu'ayant pris contact avec le Conseiller en Prévention et Protection du Travail de notre administration, l'intéressé a fourni l'inventaire amiante de la maison communale réalisé en mai 1998 par la société IBEVE (société agréée). Vous trouverez, ci-joint, des copies des tableaux récapitulatifs de chaque étage de l'administration.

En résumé, il y a du ciment d'amiante sur la terrasse –toiture du 6ème étage (10 à 15% de chrysotile) mais pas de risque en utilisation normale (voir tableau. De plus, cette toiture a été découverte d'une nouvelle membrane en PVC suite à la tempête de 2008 et il n'y a pas d'entretien, donc risque zéro. Pas de proposition d'assainissement.

Il y a du ciment d'amiante (chrysotile 10 à 15 %) dans la cheminée d'évacuation du local des machines au 6ème étage. De nouveau pas de risque en utilisation normale, petit risque lors de l'entretien. Seul le technicien ascenseur a accès à ce local. Pas de risque en utilisation normale, grand risque lors d'entretien. Il conseille de l'enlever.

Et enfin, au niveau -1 et -2 (non accessible au public) dans 2 locaux techniques (canalisation d'eau chaude) de l'amosite (de 1 à 5%). Pas de risque en utilisation normale, grand risque lors d'entretien. Il conseille de l'enlever.

En conclusion :

1. A l'exception des 4 endroits repris ci-dessus, **aucune trace d'amiante dans la maison communale, centre culturel et locaux de police, donc aucun danger pour les employés et visiteurs.**
2. **Aucun danger en utilisation normale même dans les 4 locaux repris ci-dessus** qui sont les seuls à contenir un peu d'amiante (voir les pourcentages). De plus l'amiante est sous forme « figée » non friable. Il y a danger seulement si on fore, ponce ou travaille à ces ciments ou canalisations.
3. Les locaux concernés sont interdits aux visiteurs.

3. JOURNAL COMMUNAL "L'AUDERGHEMOIS"

Lors d'un conseil communal précédent, notre groupe vous a demandé une rubrique réservée à l'opposition.

Vous nous avez fait remarquer que le journal communal était un des meilleurs des 19 communes et que vous étiez prêts à faire une étude comparative des différents journaux communaux.

Nous constatons que nous n'avons toujours pas droit à la parole et, qu'à première vue, aucune étude comparative n'a été faite.

Que comptez-vous faire en la matière?

En ce qui concerne l'étude comparative des différents journaux communaux :

Monsieur le Président informe qu'une étude a été faite par le responsable du site. L'intéressé a été chargé de procéder à une comparaison des différents journaux édités par les communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

L'étude a été faite en juin 2007 sur base d'un exemplaire de journal par commune, ce afin d'obtenir un résultat dans les plus brefs délais. Elle fut communiquée à Monsieur GOSUIN qui l'a fait savoir oralement lors d'une séance du conseil à Monsieur TOUSSAINT.

La liste des points soumis à comparaison concerne:

- Le nombre de page;
- La présence d'une communication directe du Bourgmestre;
- La présence d'une communication directe des Echevins;
- La présence d'une communication directe des membres de l'opposition;
- La publication des photos des élus;
- La publication des photos des Bourgmestre et échevins;
- La présence de publicité au sein du journal.

Un tableau joint en annexe, reprend les résultats complets de cette comparaison. Les exemplaires de journaux utilisés pour cette étude sont conservés et consultables au service Nouvelles Technologies.

En ce qui concerne la rubrique réservée à l'opposition :

Cinq communes disposent d'une telle rubrique, soit 26% de l'échantillon.

On remarquera également que parmi ces communes, toutes offrent également une place soit

plus importante, soit bénéficiant d'une plus grande visibilité, à une communication du Bourgmestre, voire des échevins.

Monsieur le Président insiste : « les informations reprises dans le journal communal sont d'ordre général, si l'opposition se conforme à cette disposition il ne conçoit pas de problème à y insérer les textes proposés ».

Monsieur Jean-Claude VITOUX, conseiller, propose que: « Comme il y a 29 mandataires, de laisser l'ouverture à ceux-ci de temps à autre ».

Monsieur le Président est ouvert à toutes propositions, suggestions.

4. SECURITE ROUTIERE

Notre groupe a aussi, par le passé, proposé d'établir un cadastre des points noirs en terme de sécurité routière et plus particulièrement au niveau des ACCIDENTS afin d'y remédier d'une manière efficace notamment sur le plan de la signalisation et des contrôles.

N'ayant pas de relais tant au C.P.A.S. qu'au CONSEIL DE POLICE, nous aimerions savoir si notre proposition a été retenue?

Monsieur le Président fait référence au rapport de police de l'exercice 2007-2008 qui fait état et comptabilise les accidents de roulage et les points noirs. Chaque accident est repris sur une fiche et reprend toutes les données relatives à celui-ci. Ce dossier a d'ailleurs fait l'objet d'une commission spéciale du Conseil communal en novembre dernier. Chaque membre du Conseil communal présent ainsi que les chefs de groupe en ont reçu copie. Il informe que les plans d'actions du plan zonal de sécurité sont en voie d'exécution, le projet sera mis en œuvre prochainement au collège de Police

5. MOTION RELATIVE A L'OUVERTURE AU PUBLIC DU SITE DE VAL DUCHESSE.

Cette motion, approuvée et signée par l'ensemble des chefs de groupe, a-t-elle déjà donné des résultats concrets d'ouverture du Val Duchesse et de la chapelle Ste Anne au grand public? Sinon, où en est-on au niveau des contacts et démarches auprès des autorités qui étaient prévus dans la motion?

Monsieur le Président informe qu'il est à maintes reprises intervenu et a enfin obtenu l'accord de la donatrice Royale pour organiser des visites de la Chapelle Sainte-Anne, située dans le domaine de Val Duchesse. Quatre visites guidées sont organisées et se feront sous réservation. Celles-ci auront lieu les 1er juin, 26 juillet, 20 septembre et 11 octobre 2009.

Cette information se trouve sur le site Internet de la commune où les riverains peuvent s'inscrire.

Point demandé par Monsieur Jean-Claude VITOUX, (Chef de groupe « cdH »), Conseiller communal

Monsieur le Président,
Chers Collègues,

- Sans doute comme beaucoup d'entre vous, je suis régulièrement interpellé par des habitants excédés par le nombre de chantiers ouverts simultanément dans notre Commune. Le fait d'expliquer qu'il s'agit, la plupart du temps, de travaux réalisés par le pouvoir régional n'apporte évidemment qu'une réponse parcellaire et insatisfaisante. Certains de ces travaux durent depuis plusieurs mois sans que l'on ait le sentiment de voir les travaux progresser.

- Bien sur, notre commune ne dispose que de peu de moyens légaux pour exercer des pressions sur les prestataires, mais il en existe.

- Je souhaiterais donc savoir si le collège a entrepris des démarches auprès des responsables de chantier et au niveau régional. Dans l'affirmative, lesquelles et quand et auprès de qui ?

- Existe-t-il un « tableau de marche » qui reprend l'ensemble des travaux de voiries pour 2009 voire 2010 (régionaux et communaux), les lieux prévus, le timing ainsi qu'un plan de « dispersion » du trafic ?

Dans l'affirmative, je souhaiterais en recevoir une copie. Dans la négative, il me semble urgent de le créer.

- Existe-t-il un accord avec la zone de police afin d'aider à améliorer la fluidité du trafic ? Dans l'affirmative, pouvez-vous nous expliquer ce qu'il contient ?

- Concernant plus particulièrement les travaux relatifs à la STIB, fort de l'expérience « douloureuse » vécue par Watermael, il avait été expressément spécifié qu'au moins deux bandes de circulation resteraient accessibles sur le Boulevard du Souverain. L'expérience quotidienne nous démontre qu'il n'en est rien.

Quelle mesure concrète comptez-vous prendre pour que cela se produise ?

- Lors des fermetures à répétition du Boulevard des Invalides, le trafic automobile a été détourné vers l'Avenue de Beaulieu et la rue Jules Cockx. Suite à différents contacts, le feu de signalisation situé au carrefour Cockx-Souverain avait été aménagé pour permettre une plus grande fluidité. Aujourd'hui, la situation est redevenue comme avant transformation et la synchronisation des feux ne correspond pas à la densité de circulation. Pourriez-vous prendre contact avec le responsable régional afin d'améliorer cette situation ?

- Communication vers les habitants.

Si différents avis concernant les ouvertures et fermetures de certains axes ont bien été distribués aux habitants, ne pensez-vous pas qu'il est nécessaire de distribuer une édition spéciale du journal d'informations communales qui reprendrait la liste des chantiers, le timing des travaux ainsi qu'un numéro de téléphone spécial apte à répondre aux questions de nos concitoyens ?

Monsieur le Président y répond en reprenant point par point les questions posées.

Je souhaiterais donc savoir si le collège a entrepris des démarches auprès des responsables de chantier et au niveau régional. Dans l'affirmative, lesquelles et quand et auprès de qui ?

Tout d'abord, il est important de signaler que lorsqu'on parle de chantiers régionaux, tant Bruxelles Mobilité que Beliris, la S.T.I.B. ou encore l'I.B.G.E peuvent être concernés.

D'autres chantiers affectent aussi les voiries tels que ceux de Sibelga, Vivaqua, l'I.B.D.E. ou Belgacom.

Depuis son approbation par le Conseil communal du 20 décembre 2007, le Règlement général de Police intègre l'ensemble des dispositions relatives aux chantiers sur l'espace public. Rappelons qu'Auderghem a été la première commune en Région à appliquer ce dispositif et est, à ce jour, la seule commune à avoir un règlement communal aussi détaillé pour les chantiers.

Il en résulte que chaque intervention de chantier sur le domaine public est soumise à une autorisation, via un arrêté de Bourgmestre, pour effectuer les travaux. Préalablement, la signalisation ou d'éventuelles déviations sont avalisées par la Police locale.

Concernant les voiries régionales, l'autorisation de chantier doit au préalable, être accordée par la Commission Régionale de Coordination des Chantiers. Ces chantiers approuvés par la tutelle doivent respecter les cahiers de charges établis.

Pour l'instant, près d'une quarantaine de PV ont été dressés et des amendes variant entre 150 et 250€ sont régulièrement infligées.

Existe-t-il un « tableau de marche » qui reprend l'ensemble des travaux de voiries pour 2009 voire 2010 (régionaux et communaux), les lieux prévus, le timing ainsi qu'un plan de « dispersion » du trafic ? Dans l'affirmative, je souhaiterais en recevoir une copie. Dans la négative, il me semble urgent de le créer.

Concernant les voiries régionales, aucune planification ne nous est communiquée à l'avance. Lorsqu'un partenaire régional désire intervenir en voirie régionale, un dossier est introduit à la commune en vue d'obtenir un arrêté du Bourgmestre autorisant le chantier. Si nécessaire des conditions particulières sont exigées via un arrêté contraignant.

Toutefois, le chantier du boulevard du Souverain est à ce point anarchique que nous avons mis en demeure le Coordinateur Sécurité /Santé de ce chantier et que nous lui avons signalé qu'à défaut de veiller au respect correct de son Plan général de Sécurité des travaux, sa responsabilité personnelle serait poursuivie.

En voiries communales, il existe un tableau récapitulatif où sont indiquées toutes les occupations de l'espace public, que ce soit les chantiers, les déménagements ou toute autre activité. Ce tableau n'est pas totalement représentatif de la situation réelle étant donné qu'il y a régulièrement des demandes d'intervention en urgence (fuite d'eau ou de gaz, affaissement, etc.); ainsi que l'état du revêtement asphaltique des voiries après un hiver rigoureux.

Enfin, la fixation des délais de chantier est libellée en "jours ouvrables", dont il faut déduire les jours d'intempéries ou d'imprévus. Il est donc difficile de figer sur un tableau un planning réaliste des travaux vu les nombreux "imprévus" (météo, problèmes techniques, ouvrage non cadastré dans les bases de données existantes, etc.).

Il est à noter que les chantiers communaux ne sont pas nécessairement tributaires de chantiers régionaux.

Existe-t-il un accord avec la zone de police afin d'aider à améliorer la fluidité du trafic ? Dans l'affirmative, pouvez-vous nous expliquer ce qu'il contient ?

Comme chaque année avant les congés annuels, et cela depuis onze ans, notre assemblée adopte un Contrat de Mobilité conclu entre la Région et la Commune. Pour rappel, l'objectif de ce contrat vise à fluidifier la circulation automobile aux différents carrefours litigieux à savoir Herrmann-Debroux, chaussée de Wavre et Rond Point du Souverain.

Concernant plus particulièrement les travaux relatifs à la STIB, fort de l'expérience « douloureuse » vécue par Watermael, il avait été expressément spécifié qu'au moins deux bandes de circulation resteraient accessibles sur le Boulevard du Souverain. L'expérience quotidienne nous démontre qu'il n'en est rien.

Quelle mesure concrète comptez-vous prendre pour que cela se produise ?

Concernant les travaux de prolongation de la S.T.I.B., l'expérience de la première partie nous a incité à limiter au maximum les nuisances du chantier. C'est pourquoi il a été imposé à la S.T.I.B. d'effectuer tous les travaux préparatoires des impétrants avant la mise en place définitive des infrastructures ferrées. De même, le développement des phases de chantier a été limité. Le démarrage d'une nouvelle phase est lié à la finition de la phase précédente.

Concernant la circulation automobile durant les travaux, il avait été convenu avec la S.T.I.B. que deux bandes de circulation resteraient disponible durant les heures de pointes et une seule bande durant les heures creuses (9h30 à 15h30). De la sorte, cela permet de faciliter le bon déroulement des travaux en vue d'écourter au maximum sa durée, de même que de maintenir la sécurité nécessaire. Par la force des choses (étroitesse de la voirie – 5 mètres à certains endroits après raclage), il n'est malheureusement plus possible de maintenir deux bandes de circulation dans chaque sens. Vu les problèmes de mobilité que cela engendre, lors de la réunion plénière du 29 mars, la Commune va demander à la S.T.I.B. de mettre en place une solution au problème.

Lors des fermetures à répétition du Boulevard des Invalides, le trafic automobile a été détourné vers l'Avenue de Beaulieu et la rue Jules Cockx. Suite à différents contacts, le feu de signalisation situé au carrefour Cockx-Souverain avait été aménagé pour permettre une plus grande fluidité. Aujourd'hui, la situation est redevenue comme avant transformation et la synchronisation des feux ne correspond pas à la densité de circulation. Pourriez-vous prendre contact avec le responsable régional afin d'améliorer cette situation ?

La correction des phases de feu permettant de virer à droite, en concordance avec la bande bus, à partir de l'avenue Cockx ont été modifiées suite à la mise en sens unique du boulevard des Invalides dans le cadre du chantier d'installation de la passerelle I.B.G.E à la chaussée de Watermael. Une fois que le double sens a été rétabli, les phases initiales ont été rétablies et améliorées pour fluidifier le trafic.

J'ai pris un arrêté déterminant la réouverture des deux sens de circulation du boulevard des Invalides et du bas la chaussée de Watermael. En date du 20 avril dernier, j'ai dû ordonner l'exécution forcée en faisant intervenir la police locale.

D'autre part, ce 24 avril, j'ai pris un arrêté refusant une nouvelle demande de mise en sens unique du passage de la passerelle de la chaussée de Watermael dès lors que plusieurs chantiers pénalisent actuellement le quartier.

Cependant, la région annonce déjà que, dans le cadre de la prolongation de la promenade verte, un réaménagement complet sera effectué entre Beaulieu et Delta. Il y aura lieu d'être vigilant sur les aménagements qui seront proposés.

Communication vers les habitants.

Si différents avis concernant les ouvertures et fermetures de certains axes ont bien été distribués aux habitants, ne pensez-vous pas qu'il est nécessaire de distribuer une édition spéciale du journal d'informations communales qui reprendrait la liste des chantiers, le timing des travaux ainsi qu'un numéro de téléphone spécial apte à répondre aux questions de nos concitoyens ?

Pour chaque délivrance d'autorisation de chantier, un toute boîte est distribué dans un périmètre plus que confortable. Celui-ci précise l'objet des travaux, sa durée, sa date de démarrage (etc.) et un numéro de téléphone permettant un contact direct avec le gestionnaire du chantier.

De plus toutes ces informations sont reproduites sur le site internet de la commune où tout un chacun peut émettre ses observations via une adresse électronique; les informations sont également diffusées en temps réel sur les trois panneaux d'affichages électronique de la commune.

Proces-verbaal van de vergadering van de Gemeenteraad van donderdag 30 april

1ste AANVULLENDE VOORWERP

Door de heer Luc Toussaint, gemeenteraadslid « A+A » voorgelegde punten:

1. DE VEILIGHEID VAN DE OUDERGEMSE HANDELAARS

Kunt u ons, naar aanleiding van verschillende overvallen op handelaars van het Pinoyplein, ons zeggen welke maatregelen u denkt te nemen om de misdadigers te ontmoedigen en de handelaars die hun beroep op het grondgebied van de gemeente uitoefenen, te beveiligen?

- De heer voorzitter meldt aan de interpellant dat er op 24 maart 2009 een overlegvergadering gehouden werd met het Comité « Pinoy », samen met:
- Het Handelarencomité van het Pinoyplein;
- De heer Burgemeester;
- De commissaris van de politiezone;
- De Wijkinspectrice;
- Het Preventiehuis, vertegenwoordigd door de Preventieambtenaar en de Coördinatrice van de Stadswachten.

Het thema van de vergadering was:

Concrete denksporen om het Pinoyplein beter te beveiligen »

De volgende feiten werden aangehaald:

Voor het jaar 2008-2009 geeft mevrouw de Commissaris ons de cijfers van de klachten die geregistreerd werden wegens "feiten van openbare aard". De betrokken lijst vermeldt 27 feiten over 12 maanden. Voor 2009 zijn er 5 processen-verbaal voor het kwartaal.

Deze vaststelling is niet « alarmerend » in vergelijking met de statistieken voor de andere wijken. De Pinoywijk is geen 'hete' wijk voor wat betreft diefstallen en overvallen....

Een feit van die aard is echter altijd een feit te veel en laat psychologische sporen achter bij de slachtoffers.

Sinds 15 dagen komt een nieuwe wijkinspectrice iedere in de wijk voorbij, om naar de klachten en de aangehaalde feiten te luisteren, en het veiligheidsgevoel is daarmee verbonden. Het lijkt erop dat de misdrijven die er gebeuren niet mogen overdreven worden op straffe van een onveiligheidsgevoel te voeden dat niet met de werkelijkheid zou overeenstemmen. Verschillende handelaars lijken met die analyse akkoord te gaan: het Pinoyplein is een gebruiksvriendelijke plek, waar het ook goed toeven is.

De Stadswachten verzekeren iedere morgen de toegang tot de school.
zij komen er ook verschillende keren per week voorbij.

Het Pinoy- Comité stelt verschillende denksporen voor om hun wijk nog veiliger te maken:

- Nephocamera's plaatsen op het plein.
- Een « officiële » sticker van het type "De Politie waakt" op de toegangsdeur aanbrengen.

Er wordt een welbepaalde handelszaak aangehaald:

De apotheek die niet meer op het plein staat

Er wordt voorgesteld het binnenste van de apotheek beter zichtbaar te maken van buiten uit (de hagen verlagen, een inspringstrook voorzien ...)

(Daar de belanghebbende niet aanwezig was kon dit onderwerp niet verder besproken worden)

Tot slot van de bespreking werden er vijf actiemogelijkheden weerhouden:

1. Het Preventiehuis zal een officiële sticker van het type "De Politie waakt" aanmaken;
2. Via deze notulen geeft het Preventiehuis de contactgegevens aan van de heer technische preventieadviseur.
3. Studie van de opening van een clause voor subsidies die aan de handelaars zouden toegekend worden voor de plaatsing van beveiligingstechnieken in hun winkel (verwijzing van het ... model van Molenbeek)
4. De politiecontrole door de wijkinspecteur behouden, in samenwerking met de Stadswachten. Behoud van het contract met het Preventiehuis.
5. Aan de MIVB een financieel partnerschap met de gemeente Oudergem voorstellen voor het plaatsen van camera's die de buitenkant, de omgeving en de ingangen van de metrostations filmen.

Tot besluit mogen wij zeggen dat de vergadering vruchtbaar was en dat wij de voorgestelde procedure naar andere handelaars zullen verruimen.

De heer Luc TOUSSAINT, gemeenteraadslid, vindt dat er meer concrete gebaren moeten gesteld worden.

De heer Didier GOSUIN, Burgemeester, oordeelt dat bewakingscamera's plaatsen op dit ogenblik niet verantwoord is.

De heer Luc TOUSSAINT, gemeenteraadslid, oordeelt dat de belangrijke polen de scholen en de handelszaken zijn.

De heer Didier GOSUIN, Burgemeester, sluit af en zegt dat de huidige toestand niet alarmerend is.

2. ASBESTVERWIJDERING UIT HET GEMEENTEHUIS

Kunt u ons verzekeren dat het gemeentehuis wel degelijk in het bezit is van het bewijs van conformiteit op het vlak van de afwezigheid van asbest in het gebouw?

Indien niet, hoe denkt u te werk te gaan om u in orde te stellen?

Het gaat hier om de gezondheid van de Oudergemners!

De heer Bruno COLLARD, Schepen, antwoordt dat hij contact opgenomen met de Adviseur Preventie en Bescherming op het Werk van ons bestuur en dat die de asbestinventaris van het gemeentehuis voorgelegd zoals die opgesteld werd in mei 1998 door de firma IBEVE (erkende firma). In bijlage vindt u kopieën van de overzichtstabellen voor elke verdieping van het bestuur.

Samengevat: er is asbestcement aanwezig op het dakterras van de 6de verdieping (10 tot 15% chrysotiel) maar bij normaal gebruik stelt dit geen risico (zie tabel). Bovendien werd dit dak voorzien van een nieuwe PVC-dakleer na de storm van 2008 en is er geen onderhoud, dus geen risico. Geen saneringsvoorstel.

Er is asbestcement (chrysotiel 10 tot 15 %) voorhanden in de afzuigschouw van de machinekamer op de 6de verdieping. Weer geen risico bij normaal gebruik, klein risico bij onderhoud. Hij raadt aan hem te verwijderen.

Tenslotte is er in bouwlagen -1 en -2 (niet toegankelijk voor het publiek) in 2 technische lokalen (warmwaterleiding) amosiet voorhanden (1 tot 5%). Geen risico bij normaal gebruik, groot risico bij onderhoud. Hij stelt voor het te verwijderen.

Samenvattend:

1. Behalve de 4 voornoemde plaatsen, is er geen enkel spoor van asbest in het gemeentehuis,

het culturele centrum en de politielokalen, dus geen enkel risico voor bedienden en bezoekers.

2. Geen enkel gevaar bij normaal gebruik, zelfs in de 4 voormelde lokalen. Alleen zij bevatten enig asbest (zie de percentages). Bovendien is het asbest in "vaste" niet brosse vorm voorhanden. Er bestaat alleen een gevaar bij boren, ponsen of werken op dat cement of die leidingen.

3. Bezoekers hebben geen toegang tot de betrokken lokalen.

3. GEMEENTEKRANT "DE OUDERGEMNAAR"

Tijdens een vorige gemeenteraad heeft onze groep u gevraagd een rubriek voor te behouden voor de oppositie.

U hebt opgemerkt dat het blad één van de beste van de 19 gemeenten is en dat u bereid was een vergelijkende studie van de verschillende gemeentekranten te laten uitvoeren.

Wij stellen vast dat wij nog altijd geen recht tot spreken hebben en dat er op het eerste zicht, geen enkele vergelijkende studie gemaakt werd.

Wat denkt u ter zake te doen?

Betreffende de vergelijkende studie van de verschillende gemeentekranten:

De heer voorzitter deelt mee dat de verantwoordelijke voor de site een studie gemaakt heeft. Hij werd belast met een vergelijking tussen de verschillende kranten die door de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest uitgegeven worden.

De studie gebeurde in juni 2007 op basis van één exemplaar van de krant per gemeent, om o snel mogelijk een resultaat te hebben. Zij werd meegedeeld aan de heer GOSUIN die zij tijdens een zitting van de raad mondeling aan de heer TOUSSAINT overgemaakt heeft.

De volgende punten werden vergeleken:

- het aantal bladzijden;
- de aanwezigheid van een rechtstreekse mededeling van de burgemeester;
- de aanwezigheid van een rechtstreekse mededeling van de schepenen;
- de aanwezigheid van een rechtstreekse mededeling van de oppositieleden;
- de publicatie van foto's van verkozenen;
- de publicatie van foto's van de burgemeester en schepenen;
- de aanwezigheid van publiciteit in de krant.

Een tabel in bijlage omvat de volledige resultaten van die vergelijking. De voor die studie gebruikte exemplaren van de kranten werden bewaard en kunnen op de dienst Nieuwe Technologieën ingekeken worden.

Betreffende de aan de oppositie voorbehouden rubriek:

Vijf gemeenten of 26% van het staal, beschikken over een dergelijke rubriek.

Men merkt eveneens op dat al die gemeenten ook een grotere ruimte dan wel een beter zichtbare ruimte aan een mededeling van de burgemeester of zelfs de schepenen bieden

De heer voorzitter onderstreept: « de in de gemeentekrant opgenomen berichten zijn van algemene aard. Indien de oppositie zich aan die bepaling houdt, dan ziet hij er geen probleem in om de voorgestelde teksten op te nemen.».

De heer Jean-Claude VITOUX, gemeenteraadslid, stelt voor, gezien er 29 verkozenen zijn, om van tijd tot tijd de opening aan hen over te laten.

De heer voorzitter staat open voor alle voorstellen en suggesties.

4. VERKEERSVEILIGHEID

Onze groep heeft in het verleden ook voorgesteld een kadaster op te maken van de gevaarlijke punten inzake verkeersveiligheid op te stellen en meer bepaald op het vlak van de ONGEVALLEN, om ze doelmatig te kunnen verhelpen, onder meer op het vlak van de verkeersborden en de controles.

Daar wij geen vertegenwoordiging hebben in het OCMW of in de POLITIERAAD, zouden wij graag weten of ons voorstel weerhouden werd.

De heer voorzitter verwijst naar het Politieverslag over het werkjaar 2007-2008, dat de verkeersongevallen en de verkeersonveilige punten vermeldt en boekt. Ieder ongeval wordt op een steekkaart geboekt, samen met alle desbetreffende gegevens. Dit dossier was overigens het voorwerp van een bijzondere commissie van de Gemeenteraad in november jl. Ieder aanwezig gemeenteraadslid en alle groepschefs hebben er een exemplaar van gekregen. Hij meldt dat de actieplannen van het zonale veiligheidsplan in uitvoering zijn, het ontwerp zal binnenkort door het Politiecollege verwezenlijkt worden

5. MOTIE BETREFFENDE DE OPENING VOOR HET PUBLIEK VAN DE SITE VAN HET HERTOGINNEDAL.

Heeft die motie die door alle groepschefs goedgekeurd en ondertekend werd al concrete resultaten opgeleverd aangaande de opening van het Hertoginnedal en de Sint-Annakapel voor het publiek?

Indien niet, waar staan wij op het vlak van de contacten en stappen bij de overheden, zoals voorzien in de motie?

De heer voorzitter meldt dat hij herhaaldelijk tussengekomen is en eindelijk het akkoord gekregen heeft van de Koninklijke Schenking om bezoeken te organiseren aan de Sint-Annakapel die in het domein Hertoginnedal gelegen is. Er worden vier geleide bezoeken met voorafgaande reservatie georganiseerd, en wel op 1 juni, 26 juli, 20 september en 11 oktober 2009.

Die informatie staat op de website van de gemeente en de gegadigden kunnen zich daar inschrijven.

Punt gevraagd door de heer Jean-Claude VITOUX, (Groepschef « cdH »), gemeenteraadslid

6. VOORWERP: GEWESTELIJK WERKEN OP HET GRONDGEBIED VAN OUDERGEM

Heer Voorzitter,
Beste Collega's

- Zoals ongetwijfeld velen onder u wordt ik regelmatig aangesproken door bewoners die uitermate boos zijn om het aantal bouwplaatsen dat tegelijk in onze gemeente geopend wordt. Te moeten uitleggen dat het hier meestal gaat om werken die door de gewestelijke overheden uitgevoerd worden biedt uiteraard slechts een gedeeltelijk en ontoereikend antwoord.

Bepaalde van die werken duren maanden, zonder dat men de indruk heeft dat ze werkelijk vooruitgaan

- Onze gemeente beschikt uiteraard slechts over weinig wettelijke middelen om drukking uit te oefenen op de dienstverrichters, maar er bestaan er toch.

- Ik zou dus willen weten of het college stappen ondernomen heeft bij de verantwoordelijken van de bouwplaatsen en op het gewestelijke vlak. Indien ja, welke zijn het, wanneer en bij wie?

- Bestaat er een tabel met een overzicht van de (gewestelijke en gemeentelijke) wegenwerken voor 2009 of zelfs 2010, de voorziene plaatsen ervan, de timing en een "spreidingplan" voor het verkeer?

Indien ja, dan zou ik er graag een kopie van krijgen. Indien niet, dan lijkt het mij dat er dringend een moet opgesteld worden.

- Bestaat er een akkoord met de politiezone om te helpen om het verkeer beter te laten doorstromen? Indien ja, kunt u ons uitleggen wat er in staat?

- Meer bepaald betreffende de werken van de MIVB, werd er, op grond de "spijtige" ervaring van Watermaal, uitdrukkelijk bepaald dat er op de Vorstlaan minstens twee rijstroken zouden vrij blijven. De dagdagelijkse ervaring leert ons dat dit helemaal niet het geval is. Welke concrete maatregel denkt u te nemen om dat af te dwingen?

- Tijdens de herhaalde afsluitingen van de Invalidenlaan werd het verkeer omgeleid naar de Beaulieu laan en de Jules Cockxstraat. Na verschillende contacten werd het verkeerslicht aan het kruispunt Cockx-Vorst aangepast om een betere doorstroming te waarborgen. Vandaag is de toestand weer zoals vóór de aanpassing en de synchronisatie van de lichten beantwoordt niet aan de verkeersdichtheid. Zou u de gewestelijke verantwoordelijke kunnen aanspreken om die toestand te verbeteren?

- Mededelingen aan de bewoners.

Hoewel verschillende berichten over het openen sluiten van bepaalde wegen wel degelijk onder de bewoners verspreid werden, denkt u niet dat het noodzakelijk is een bijzondere uitgave van de gemeentelijke informatiekrant te verspreiden, met de lijst van de bouwplaatsen, de duur van de werken en een speciaal telefoonnummer dat de vragen van onze medeburgers kan beantwoorden?

De heer voorzitter antwoordt punt voor punt op alle gestelde vragen.

Ik zou dus willen weten of het college stappen ondernomen heeft bij de verantwoordelijken van de bouwplaatsen en op het gewestelijke vlak. Indien ja, welke zijn het, wanneer en bij wie?

In de eerste plaats is het belangrijk te weten dat, wanneer men het over gewestelijke bouwplaatsen heeft, dit zowel Brussel Mobiliteit als Beliris, de MIVB of ook nog het BIM kan betreffen. Er zijn ook nog andere bouwplaatsen die de wegen aantasten, zoals die van Sibelga, Vivaqua, BIWD of Belgacom.

Sinds zijn goedkeuring voor de gemeenteraad van 20 december 2007 omvat het Algemeen Politiereglement alle bepalingen met betrekking tot bouwplaatsen in de openbare ruimte. Oudergem is immers de eerste gemeente van het Gewest geweest die een dergelijke bepaling

toegepast heft en is nog altijd de enige gemeente met een zo gedetailleerd gemeentelijk reglement op bouwplaatsen

Daaruit volgt dat elke bouwplaats op de openbare onderworpen wordt aan een machtiging via burgemeesterbesluit om de werken te mogen uitvoeren. De signalering of eventuele omleidingen worden vooraf door de plaatselijke politie gekeurd.

Voor gewestwegen moet de machtiging voor een bouwplaats vooraf verleend worden door de Gewestelijke Commissie voor de Coördinatie van de Bouwplaatsen. Die door de voogdijoverheid goedgekeurde bouwplaatsen moeten volgens de opgestelde bestekken verlopen.

Op dit ogenblik werden er al bijna een veertigtal processen-verbaal opgesteld en worden er regelmatig boeten gaande van 150 tot 250€opgelegd.

Bestaat er een tabel met een overzicht van de(gewestelijke en gemeentelijke) wegenwerken voor 2009 of zelfs 2010, de voorziene plaatsen ervan, de timing en een "spreidingplan" voor het verkeer? Indien ja, dan zou ik er graag een kopie van krijgen. Indien niet, dan lijkt het mij dat er dringend een moet opgesteld worden

Voor de gewestwegen worden er ons vooraf geen plannen meegedeeld. Wanneer een gewestelijke partner werken wenst uit te voeren langs een gewestweg, wordt er een dossier ingediend bij de gemeente om een burgemeesterbesluit te krijgen dat de bouwplaats toestaat. Indien nodig worden er bijzondere voorwaarden gesteld via een dwingend besluit.

De bouwplaats van de Vorstlaan verloopt echter zodanig ordeloos dat wij de Veiligheids- en Gezondheidscoördinator van die bouwplaats in gebreke gesteld hebben en hem gemeld hebben dat zijn persoonlijke aansprakelijkheid zou vervolgd worden als hij niet waakt over de correcte naleving van zijn Algemeen Veiligheidsplan van de werken.

Voor gemeentewegen bestaat er een overzichtstabel met aanduiding van alle bezettingen van de openbare ruimte, zowel bouwplaatsen, verhuizingen als eender welke andere bedrijvigheid. Die tabel stelt niet helemaal de werkelijke toestand voor, want er zijn regelmatig aanvragen voor dringende tussenkomsten, (gas- of waterlek, grondverzakking, enz.), en dan is er ook de toestand van het asfalt wegverhardingen na een strenge winter. .

Tenslotte wordt de duur van de bouwplaatsen uitgedrukt in "werkdagen", waarvan de onweerdagen of de dagen met "onvoorziene" gebeurtenissen moeten afgetrokken worden. Het is dus moeilijk om een realistische werkplanning in een tabel vast te leggen omwille van de talrijke "onvoorziene" omstandigheden (weer, technische problemen, in de bestaande databanken niet gekadastreerd bouwwerk, enz.).

Er dient opgemerkt dat de gemeentelijke bouwplaatsen niet noodzakelijk van gewestelijke bouwplaatsen afhangen.

Bestaat er een akkoord met de politiezone om te helpen om het verkeer beter te laten doorstromen? Indien ja, kunt u ons uitleggen wat er in staat?

Zoals elk jaar, en dit als elf jaar lang, aanvaardt onze vergadering een tuisen het Gewest en de Gemeente gesloten Mobiliteitcontract. U weet dat dit contract bedoeld om het verkeer aan

verschillende lastige kruispunten, met name Herrmann-Debroux, Waversesteenweg en Vorstrondpunt vlotter te laten doorstromen.

Meer bepaald betreffende de werken van de MIVB, werd er, op grond van de "spijtige" ervaring van Watermaal, uitdrukkelijk bepaald dat er op de Vorstlaan minstens twee rijstroken zouden vrij blijven. De dagdagelijkse ervaring leert ons dat dit helemaal niet het geval is.

Welke concrete maatregel denkt u te nemen om dat af te dwingen?

Betreffende de werken voor de verlenging van de tramlijn heeft de ervaring met het eerste gedeelte ons ertoe aangezet om de overlast van de bouwplaats zo veel mogelijk te beperken. Daarom werd aan de MIVB opgelegd alle voorbereidende werken van de vergunninghouders uit te voeren, vooraleer de definitieve spoorinfrastructuur geplaatst worden. De ontwikkeling van de bouwplaatsfasen werd eveneens beperkt. De start van een nieuwe fase is benden aan de afwerking van de voorgaande fase.

Betreffende het autoverkeer tijdens de werken was er met de MIVB overeengekomen dat er tijdens de piekuren twee rijvakken zouden beschikbaar zijn, en één enkel rijvak tijdens de daluren (9.30u tot 15.30u). Dat moest toelaten het goede verloop van de werken te vergemakkelijken om de duur ervan zoveel mogelijk te beperken en tevens de nodige veiligheid te waarborgen. Door de aard der dingen (smalle rijweg – op bepaalde plaatsen 5 meter na afkrabben – is het helaas niet meer mogelijk twee rijvakken in elke richting te behouden. Omwille van de daaruit voortvloeiende mobiliteitsproblemen gaat de gemeente tijdens de voltallige vergadering van 29 maart aan de MIVB vragen een oplossing voor dit probleem te vinden

Tijdens de herhaalde afsluitingen van de Invalidenlaan werd het verkeer omgeleid naar de Beaulieuilaan en de Jules Cockxstraat. Na verschillende contacten werd het verkeerslicht aan het kruispunt Cockx-Vorst aangepast om een betere doorstroming te waarborgen. Vandaag is de toestand weer zoals vóór de aanpassing en de synchronisatie van de lichten beantwoordt niet aan de verkeersdichtheid. Zou u de gewestelijke verantwoordelijke kunnen aanspreken om die toestand te verbeteren?

De aanpassing van de fasen van het verkeerslicht die toelaten vanuit de Cockxlaan rechts af te slaan in samenhang met het busvak, werd gewijzigd omwille van het eenrichtingsverkeer dat ingevoerd werd in de Invalidenlaan in het kader van de bouw van de BIM loopbrug over de Watermaalsesteenweg. Wanneer het tweerichtingsverkeer weer ingevoerd werd, werden de vroegere fasen weer ingevoerd en verbeterd om het verkeer vlotter laten doorstromen.

Ik heb een besluit genomen waarbij de Invalidenlaan het lage gedeelte van de Watermaalsesteenweg weer voor tweerichtingsverkeer opengesteld werden. op 20 april jl. heb ik tot een gedwongen uitvoering ervan moeten overgaan, met de tussenkomst van de plaatselijke politie.

Anderzijds heb ik op 24 april een besluit genomen, waarbij een nieuwe aanvraag voor eenrichtingsverkeer bij de bouw van de loopbrug over de Watermaalsesteenweg geweigerd werd, omdat die wijk op dit ogenblik door verschillende bouwplaatsen geteisterd wordt. d.

Het gewest kondigt echter al aan dat er in het kader van de verlenging van de Groene Wandeling een volledige herinrichting zal gebeuren tussen Beaulieu en Delta. Wij zullen waakzaam moeten toezien op de voorgestelde aanpassingen

Mededelingen aan de bewoners.

Hoewel verschillende berichten over het openen sluiten van bepaalde wegen wel degelijk onder de bewoners verspreid werden, denkt u niet dat het noodzakelijk is een bijzondere uitgave van de gemeentelijke informatiekraant te verspreiden, met de lijst van de bouwplaatsen, de duur van de werken en een speciaal telefoonnummer dat de vragen van onze medeburgers kan beantwoorden?

Voor elke aflevering van een bouwplaatsmachtiging wordt er een bericht verspreid in alle bussen, en dit in een ruime omtrek. Dat bericht vermeldt het voorwerp van de werker, de duur en de startdatum ervan, enz., naast een telefoonnummer waarmee de bouwplaatsbeheerder direct kan bereiken.

Die informatie staat bovendien ook op de website van de gemeente, waar iedereen zijn bemerkingen kan maken via een mailadres. Daarnaast verschijnt die informatie ook in reële tijd op de drie elektronische aanplakborden van de gemeente.